

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?1099-La-Russie-et-l-Ukraine-un-regard-civilisationnel>



La Russie et l'Ukraine : un regard civilisationnel (1/2)

- Documents par thèmes - Analyses - Dynamiques Géopolitiques -



Date de mise en ligne : mardi 17 mai 2022

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Texte extrait du livre de Samuel Huntington « Le choc des civilisations », 1996, (Odile Jacob 1997), pp. 199-206 et 228-244. Le titre est de nous et les notes (toutes bibliographiques) ont été supprimées.

On se reportera à nos remarques sur [un précédent extrait du même livre](#) pour les réserves d'usage.

[Extrait du chapitre VI : La recomposition culturelle de la politique globale.]

Les pays déchirés ou l'échec des changements de civilisations

Pour qu'un pays déchiré réussisse à changer d'appartenance à une civilisation, il faut trois conditions. Tout d'abord, l'élite politique et économique doit soutenir ce mouvement avec enthousiasme. Deuxièmement, l'opinion doit être prête à l'accepter. Troisièmement, les éléments dominants de la civilisation d'arrivée, dans la plupart des cas l'Occident, doivent être disposés à accueillir le converti. Le processus de redéfinition identitaire est toujours long, soumis à des interruptions, et douloureux sur le plan politique, social, institutionnel aussi bien que culturel. À ce jour, il a également toujours échoué.

La Russie

Dans les années quatre-vingt-dix, le Mexique était un pays déchiré depuis des années, et la Turquie depuis des dizaines d'années. Par contraste, la Russie l'a été depuis des siècles et, à la différence du Mexique ou de la république turque, elle représente aussi l'État phare d'une grande civilisation. Si la Turquie et le Mexique réussissaient à s'intégrer à la civilisation occidentale, l'effet sur la civilisation islamique ou latino-américaine serait mineur ou modéré. La chute de l'Union soviétique a ravivé chez les Russes le débat sur le problème central des relations de la Russie avec l'Occident.

Celles-ci ont connu quatre phases. La première a duré jusqu'au règne de Pierre le Grand (1689-1725). La Russie de Kiev et la Moscovie vivaient à l'écart de l'Occident et avaient peu de contacts avec les sociétés d'Europe occidentale. La civilisation russe s'est développée comme un dérivé de la civilisation byzantine et, pendant deux cents ans, du milieu du XIIe siècle au milieu du XVIe, la Russie a été dominée par les Mongols. Elle n'a presque pas été exposée aux phénomènes historiques qui ont défini la civilisation occidentale : le catholicisme romain, la féodalité, la Renaissance, la Réforme, l'expansion maritime et le colonialisme, les Lumières et l'émergence de l'État-nation. Sept des huit caractéristiques de la civilisation occidentale identifiées plus haut – religion, langues, séparation de l'Église et de l'État, État de droit, pluralisme social, institutions représentatives, individualisme – sont restées totalement étrangères à l'expérience russe. La seule exception possible est l'héritage classique, qui est cependant passé en Russie par Byzance et a donc été très différent de celui qui est venu en Occident par Rome. La civilisation russe est un produit de ses propres racines, en Russie de Kiev et en Moscovie, de l'influence byzantine et de la longue domination mongole. Ces influences ont formé une société et une culture qui ne ressemblent guère à celles qui se sont développées en Europe occidentale sous l'influence de forces très différentes.

À la fin du XVIIIe siècle, la Russie n'était pas seulement différente de l'Europe. Elle était aussi très en retard par

rapport à elle, ce que Pierre le Grand n'a pas manqué de remarquer lors de son voyage en Europe en 1697-1698. C'est pourquoi il résolut à la fois de moderniser et d'occidentaliser son pays. Pour que les gens de son peuple ressemblent plus à des Européens, la première chose qu'il fit en rentrant à Moscou fut de raser la barbe de ses nobles et d'interdire leurs longs manteaux et leurs chapeaux coniques. Il n'abolit pas l'écriture cyrillique, mais la réforma, la simplifia et introduisit des mots et des expressions occidentaux. Cependant, la priorité des priorités qu'il fixa fut le développement et la modernisation de l'armée russe : il créa une marine, introduisit la conscription, construisit des fabriques d'armement, établit des écoles techniques, envoya des personnes étudier en Occident et en importa les connaissances récentes en matière d'armes, de bateaux et de construction navale, de navigation, d'administration, ainsi que dans d'autres domaines essentiels à l'efficacité militaire. Pour permettre ces innovations, il réforma en profondeur et étendit le système fiscal et, à la fin de son règne, réorganisa la structure du gouvernement. Déterminé à faire de la Russie non seulement une puissance occidentale mais aussi une puissance en Europe, il abandonna Moscou, créa une nouvelle capitale à Saint-Pétersbourg et livra la guerre à la Suède afin de poser la Russie comme puissance dominante dans la Baltique et d'instaurer sa présence en Europe.

Cependant, en tentant de moderniser et d'occidentaliser son pays, Pierre le Grand a aussi renforcé les caractères typiquement asiatiques de la Russie en poussant à son extrême le despotisme et en éliminant toute possibilité de pluralisme social et politique. La noblesse russe n'avait jamais été puissante. Pierre réduisit encore son pouvoir, en accroissant ses devoirs et en établissant un système de rangs fondé sur le mérite, et non sur la naissance ou la position sociale. Les nobles, comme les paysans, étaient enrôlés au service de l'État, ce qui a créé une aristocratie servile, qui plus tard mécontenta Custine. L'autonomie des serfs fut encore réduite : ils étaient désormais liés et à leur terre et à leur maître. L'Église orthodoxe, sur laquelle l'État exerçait un contrôle lâche, fut réorganisée et placée sous l'égide d'un synode dépendant directement du tsar. Celui-ci se donna le pouvoir de choisir son successeur sans respect des usages dynastiques. À travers ces changements, Pierre a mis en place et symbolisé la relation intime en Russie entre d'une part la modernisation et l'occidentalisation et le despotisme de l'autre. À l'instar de ce modèle, Lénine, Staline et à un moindre degré Catherine II et Alexandre II ont également tenté de diverses manières de moderniser et d'occidentaliser la Russie, tout en augmentant le pouvoir autocratique. Au moins jusqu'aux années quatre-vingt, les partisans de la démocratie en Russie étaient favorables à l'Occident, mais tous les partisans de l'Occident n'étaient pas des démocrates. L'histoire de la Russie nous apprend ainsi que la centralisation du pouvoir est une condition nécessaire pour les réformes sociales et économiques. À la fin des années quatre-vingt, considérant les obstacles à la libéralisation économique créée par la *glasnost*, les proches de Gorbatchev ont dû se rendre compte avec tristesse qu'ils l'avaient oublié.

Pierre le Grand a mieux réussi à faire de la Russie une partie de l'Europe que de l'Europe une partie de la Russie. À la différence de l'Empire ottoman, l'Empire russe a été reconnu comme un membre important et respecté du système international européen. Chez lui, les réformes de Pierre ont apporté des changements, mais la société est restée hybride : sauf au sein d'une élite restreinte, les modes de vie, les institutions et les croyances asiatiques et byzantines sont restés prédominants dans la société russe et étaient considérés comme tels à la fois par les Européens et par les Russes. « Frappez un Russe, notait Joseph de Maistre, et vous blesserez un Tatar. » Pierre a créé un pays déchiré. Au XIXe siècle, les slavophiles aussi bien que les partisans de l'Occident n'ont cessé de déplorer cette situation infortunée sans parvenir à s'entendre sur la question de savoir s'il fallait s'euro-péaniser ou bien au contraire éliminer les influences européennes et revenir au vrai esprit de la Russie. Un pro-occidental comme Chaadayeï soutenait que « le soleil est le soleil de l'Occident » et que la Russie devait en user pour rendre ses institutions plus éclairées et les changer. Un slavophile comme Danilevski, utilisant des termes qu'on a entendus aussi pendant les années quatre-vingt-dix, voyait dans les tentatives d'euro-péanisation une façon de « subvertir la vie des gens et d'en remplacer les formes par des formes autres, étrangères », d'« emprunter des institutions étrangères pour les transplanter sur le sol russe » et de « considérer les relations intérieures et extérieures, et les questions liées à la vie des Russes d'un point de vue étranger, européen, c'est-à-dire à travers un prisme conçu pour regarder le monde selon un angle européen ». Par la suite, Pierre le Grand est devenu le héros des partisans de l'occidentalisation et le diable pour ses adversaires, les plus farouches étant les Eurasiens des années vingt qui l'accusaient d'être un traître et incitaient les bolcheviques à rejeter l'occidentalisation, à défier l'Europe et à transférer la capitale à Moscou.

La révolution bolchevique a ouvert dans les relations entre la Russie et l'Occident une troisième phase très différente de ce qui s'est passé auparavant pendant deux siècles. Les slavophiles et les partisans de l'occidentalisation débattaient de la question de savoir si la Russie pouvait être différente de l'Occident sans être pour autant arriérée. Le communisme a représenté une réponse brillante à cette interrogation : la Russie était différente de l'Europe et même profondément opposée à elle, car elle était plus avancée. Elle prenait la tête de la révolution prolétarienne qui s'étendrait au monde entier. La Russie n'incarnait pas un passé asiatique arriéré mais un avenir soviétique progressiste. De fait, la révolution a permis à la Russie de rompre avec l'Occident et de se différencier de lui, non parce que, comme le soutenaient les slavophiles, « nous sommes différents et ne voulons pas devenir comme vous », mais parce que « nous sommes différents et vous deviendrez comme nous ». Tel était le message de l'Internationale communiste.

Cependant, en même temps que le communisme a permis aux dirigeants soviétiques de se différencier de l'Occident, il a aussi créé des liens puissants avec lui. Marx et Engels étaient allemands ; la plupart de leurs partisans à la fin du XIXe siècle et au début du XXe étaient des Européens de l'Ouest ; en 1910, beaucoup de syndicats et de partis sociaux-démocrates et ouvriers des sociétés occidentales partageant leur idéologie influaient de plus en plus sur la politique européenne. Après la révolution bolchevique, les partis de gauche se sont divisés en partis communistes et socialistes mais, quelle que fût leur tendance, ils représentaient des forces puissantes en Europe. Dans presque tout l'Occident, la perspective marxiste prévalait : le communisme et le socialisme semblaient l'avenir et attiraient massivement les élites politiques et intellectuelles. Aux débats en Russie entre slavophiles et partisans de l'Occident sur l'avenir du pays se sont substitués des controverses en Europe entre la droite et la gauche sur l'avenir de l'Occident et la question de savoir si l'Union soviétique incarnait ou non cet avenir. Après la Seconde Guerre mondiale, la puissance de l'Union soviétique accrût encore l'attrait que présentait le communisme en Occident et surtout auprès des civilisations non occidentales qui se dressaient désormais contre ce dernier. Les élites des sociétés non occidentales dominées par l'Occident qui voulaient séduire celui-ci raisonnaient en termes d'autodétermination et de démocratie ; ceux qui voulaient affronter l'Occident raisonnaient en termes de révolution et de libération nationale.

En adoptant l'idéologie occidentale et en l'utilisant pour défier l'Occident, les Russes se sont rapprochés de lui plus qu'à toute autre période de leur histoire. Bien que les idéologies démocrate, libérale et communiste diffèrent beaucoup l'une de l'autre, les deux camps, en un sens, parlent le même langage. La chute du communisme et de l'Union soviétique a sonné le glas de cette interaction politico-idéologique entre l'Occident et la Russie. L'Occident espère et croit que la démocratie libérale triomphera dans tout l'ex-empire soviétique. Ce n'est pas dit. En 1995, l'avenir de la démocratie libérale en Russie et dans les autres républiques orthodoxes restait incertain. En outre, les Russes ayant cessé d'agir en marxistes pour agir en Russes, le fossé entre l'Occident et la Russie s'élargit. Le conflit entre la démocratie libérale et le marxisme-léninisme opposait deux idéologies qui, malgré leurs importantes différences, étaient toutes les deux modernes et laïques, et se donnaient pour finalité la liberté, l'égalité et le bien-être matériel. Un démocrate occidental pouvait débattre avec un marxiste soviétique. Ce serait impossible avec un nationaliste orthodoxe russe.

À l'époque soviétique, la lutte entre slavophiles et partisans de l'occidentalisation s'est interrompue lorsque Soljenitsyne et Sakharov ont remis en cause la synthèse communiste. Une fois celle-ci tombée, le débat sur l'identité russe véritable a repris de sa vigueur. La Russie doit-elle adopter les valeurs, les institutions et les pratiques occidentales, et tenter de s'intégrer à l'Occident ? Ou bien incarne-t-elle une civilisation orthodoxe et eurasiatique différente de l'Occident et dont le destin serait de relier l'Europe et l'Asie ? Les élites intellectuelles et politiques et l'opinion sont divisées sur ces questions. D'un côté, on trouve les partisans de l'occidentalisation, les « cosmopolites », les « atlantistes », et, de l'autre, les successeurs des slavophiles, qualifiés diversement de « nationalistes ». d'« eurasianistes » ou de « derzhavniki » (étatistes).

Les principales différences entre ces groupes portaient sur la politique extérieure et, à un moindre degré, sur les réformes économiques et la structure de l'État. Les points de vue varient d'un extrême à l'autre. À un bout du

spectre, on trouve ceux qui ont formulé la « nouvelle doctrine » épousée par Gorbatchev et incarnée par l'idée de « maison européenne commune », ainsi que de nombreux conseillers importants de Eltsine qui souhaitent que la Russie devienne « un pays normal » et soit acceptée au club des principaux pays industrialisés, le G-7. Les nationalistes modérés comme Sergei Stankevich pensent que la Russie doit abandonner la voie « atlantiste » avoir comme priorité la protection des Russes qui vivent à l'étranger, développer ses relations avec la Turquie et les pays musulmans, et « redéployer ses ressources, ses orientations, ses relations et ses intérêts en faveur de l'Asie, en direction de l'est ». Ils reprochent à Eltsine de subordonner les intérêts de la Russie à ceux de l'Occident en réduisant la puissance militaire russe, en échouant à soutenir la Serbie, pays ami de longue date, et en menant des réformes économiques et politiques défavorables au peuple russe. Les idées de Peter Savitsky, qui défendait dans les années vingt l'idée que la Russie représentait la civilisation eurasiatique, connaissent une grande popularité.

Les nationalistes extrémistes se partageaient en nationalistes russes, comme Soljenitsyne, partisan d'une Russie comprenant seulement tous les Russes plus les Biélorusses et les Ukrainiens, slaves orthodoxes, et les nationalistes impériaux, comme Vladimir Zhirinovsky, qui voulaient recréer l'empire soviétique et la force militaire russe. Les gens du deuxième groupe étaient en partie antisémites aussi bien qu'anti-occidentaux et voulaient réorienter la politique étrangère russe vers l'est et le sud, soit en dominant le sud musulman (c'est la position de Zhirinovsky) soit en coopérant avec les États musulmans et la Chine contre l'Occident. Les nationalistes étaient aussi favorables au soutien massif à la Serbie en guerre avec les musulmans. Les différences entre cosmopolites et nationalistes se traduisaient institutionnellement dans la configuration du ministère des Affaires étrangères et dans l'armée. Elles ont aussi marqué l'évolution de la politique extérieure et militaire de Eltsine qui a d'abord penché d'un côté, puis de l'autre.

Le public russe, comme les élites, était divisé. En 1992, un sondage effectué sur un échantillon de 2.029 Russes européens a montré que 40 % des personnes interrogées étaient « ouvertes à l'Occident », 36 % « fermées » et 24 % « indécises ». Aux élections législatives de décembre 1993, les partis réformistes ont obtenu 34,2 % des suffrages, les partis nationalistes et conservateurs 43,3 et les partis centristes 13,7. De même, aux élections présidentielles de juin 1996, le public russe s'est scindé à nouveau en à peu près 43 % de partisans de Eltsine et des autres candidats réformistes et 52 % des votants favorables aux candidats nationalistes et communistes. Sur cette question centrale concernant son identité, la Russie des années quatre-vingt dix restait un pays déchiré, cette dualité constituant « un trait inaliénable de son caractère national ».

(...)

[Extrait du chapitre VII : États-phares, cercles concentriques et ordre des civilisations.]

L'Europe et ses liens

Pendant la guerre froide, les États-Unis étaient le centre d'un vaste regroupement très diversifié et multicivilisationnel de pays qui avaient tous pour but d'empêcher l'Union soviétique de poursuivre son expansion. Ce regroupement, appelé tantôt « le monde libre », tantôt « l'Ouest » et tantôt « les Alliés », comprenait de nombreuses sociétés occidentales, mais pas toutes, ainsi que la Turquie, la Grèce, le Japon, la Corée, les Philippines, Israël et, de manière moins étroite, d'autres pays comme Taiwan, la Thaïlande et le Pakistan. Il s'opposait à un autre regroupement de pays à peine moins hétérogène, comprenant tous les pays orthodoxes sauf la Grèce, plusieurs pays qui avaient appartenu à l'Occident, le Viêt-nam, Cuba, à un moindre degré l'Inde, et occasionnellement quelques pays d'Afrique. Avec la fin de la guerre froide, ces regroupements multicivilisationnels et interculturels ont éclaté. La dissolution de l'Union soviétique, en particulier du pacte de Varsovie, a été radicale. De même, mais de façon plus lente, le « monde libre » multicivilisationnel de la guerre froide se recompose en un nouveau regroupement correspondant plus ou moins à la civilisation occidentale. Un processus d'union est en cours, lequel

implique de définir les critères d'appartenance aux organisations internationales occidentales.

Les États phares de l'Union européenne, la France et l'Allemagne, sont tout d'abord entourés par un groupe in té gré composé de la Belgique, de la Hollande et du Luxembourg, qui ont accepté d'éliminer toute barrière aux échanges de biens et de personnes, puis par d'autres membres comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal, le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Grèce, par des États qui sont devenus membres en 1995 (l'Autriche, la Finlande, la Suède) et par des pays qui à ce jour sont des membres associés (la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie). À l'image de cette réalité, le parti au pouvoir en Allemagne et les principaux dirigeants français ont proposé à l'automne 1994 de créer une Union à deux vitesses. Le plan allemand prévoyait un « noyau dur » comprenant les membres fondateurs moins l'Italie, « l'Allemagne et la France formant le noyau dur du noyau dur ». Ces pays s'efforceraient de créer rapidement une union monétaire et d'intégrer leur politique étrangère et leur politique de défense. Presque en même temps, le Premier ministre Édouard Balladur a suggéré de couper l'Europe en trois, les cinq États favorables à l'intégration formant le noyau dur, les autres membres actuels représentant un deuxième cercle et les nouveaux États en passe de devenir membres constituant un troisième cercle. Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères, a développé cette idée en proposant de créer « un cercle extérieur d'États Â« partenaires Â», comprenant l'Europe centrale et orientale, un cercle médian d'États membres devant accepter une discipline commune dans certains domaines (marché unique, union douanière, etc.) et plusieurs cercles de Â« solidarité renforcée Â» regroupant les États souhaitant évoluer plus vite dans des domaines comme la défense, l'intégration monétaire, la politique étrangère, etc. et aptes à le faire ». D'autres dirigeants politiques ont proposé d'autres types d'accords, tous impliquant cependant un regroupement intérieur d'États intimement associés et des regroupements extérieurs d'États moins intégrés jusqu'à ce que soit atteinte la frontière entre membres et non-membres.

Établir cette frontière en Europe a été l'un des principaux défis auxquels l'Occident s'est trouvé confronté dans le monde d'après la guerre froide. À l'époque de la guerre froide, l'Europe n'existait pas en tant que tout. Avec la chute du communisme, toutefois, il est devenu nécessaire de répondre à la question de savoir ce qu'est l'Europe. Ses frontières au nord, à l'ouest et au sud sont délimitées par des mers, la Méditerranée au sud coïncidant avec des différences culturelles certaines. Mais où se trouve donc la frontière à l'est ? Qui peut être considéré comme européen et donc comme un membre potentiel de l'Union européenne, de l'OTAN et d'autres organisations comparables ?

https://collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=IMG/png/frontieres_orientales_de_la_civilisation_occidentale.png&taille=160&1650211669

Frontières orientales de la civilisation occidentale

(.../...)

[Seconde partie disponible ici](#)